

Appartenances linguistiques, identités collectives et pratiques culturelles. Retour sur une enquête menée en Pays basque

Xabier Itçaina

▶ **To cite this version:**

Xabier Itçaina. Appartenances linguistiques, identités collectives et pratiques culturelles. Retour sur une enquête menée en Pays basque. 10ème Congrès de l'AFSP, section 39 : Les mobilisations ethnolinguistiques en Europe, axe 1 : Les mobilisations ethno-linguistiques : sociogénèse et répertoires d'action, Association française de science politique, Sep 2009, Grenoble, France. halshs-00511845

HAL Id: halshs-00511845
https://shs.hal.science/halshs-00511845

Submitted on 26 Aug 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Congrès AFSP 2009

ST 39 – Les mobilisations ethnolinguistiques en Europe

Axe 1

Xabier Itçaina
CNRS-SPIRIT
Sciences Po Bordeaux, Université de Bordeaux
x.itcaina@sciencespobordeaux.fr

Appartenances linguistiques, identités collectives et pratiques culturelles. Retour sur une enquête menée en Pays basque

Version provisoire – ne pas citer sans la permission de l'auteur

Longtemps[1] réservée aux seuls sociolinguistes, la question des langues est désormais de plus en plus investie par les politistes, que ce soit sous l'angle des mobilisations ethnolinguistiques et des politiques publiques, de l'européanisation ou plus globalement de la sociologie de l'action publique (Sheidhauer, 2007) (Rochas, 2008) (Cole, Harguindéguy, 2009). Prenant acte de ce regain d'intérêt, cet article s'assigne un objectif à la fois empirique et méthodologique en proposant un retour critique sur une enquête croisant enjeux linguistiques, culturels et identitaires. Menée en 2005 en Pays Basque français[2] Communauté autonome basque (CAB dans le reste du texte) et Navarre, cette enquête a porté sur le thème générique *Identité et culture basque au début du XXI. siècle* et fait l'objet d'éditions en espagnol, français et basque (Baxok et al., 2006). J'ai participé à cette enquête au titre de son comité scientifique, qui associait le bureau de prospective sociologique du gouvernement basque de la CAB, la Société d'études basques et, côté français, l'Institut culturel basque (ICB). L'enquête, à la fois quantitative et qualitative (*focus groups*) a permis de réintégrer la variable linguistique dans un questionnement plus général sur les appartenances identitaires et sur les représentations et pratiques culturelles. Elle a constitué, en ce sens, une innovation, par rapport aux enquêtes sociolinguistiques périodiquement répétées des deux côtés de la frontière depuis 1991.

La publication de l'enquête a provoqué des réactions contrastées, du moins en Pays basque français, sur lequel ce texte concentrera son attention. De façon intéressante, ce sont tout autant les conditions de réalisation et les motivations de l'enquête qui ont soulevé des discussions, que les résultats proprement dits. Certains acteurs culturels et institutionnels ont vu dans les résultats de l'enquête des ressources en forme d'expertise pour la construction de

[1] Certaines des idées exposées dans cet article, qui n'engagent que leur auteur, ont été exposées une première fois lors de la séance du Séminaire interdisciplinaire EEE-CRDEI sur les langues minoritaires en Europe, qui s'est tenue à la MSH d'Aquitaine le 3 novembre 2008.

[2] On utilisera tout au long de cet article indifféremment les expressions « Pays basque français » ou « Pays basque nord » dans la mesure où l'usage courant et souvent simultané des deux termes en Pays basque transcende désormais largement toute connotation proprement politique.

politiques publiques, linguistiques et culturelles. D'autres, plus proches des milieux associatifs, ont vu dans la démarche une « étude de marché » commanditée par des institutions culturelles en quête de repères. Les conditions de la réception de l'enquête prouvent, s'il en était besoin, la teneur éminemment politique de toute démarche réflexive sur les liens entre langue, culture et identité, surtout lorsque le volet méthodologique principal était quantitatif, donc propice à des interprétations non contextualisées. L'enquête, et l'amorce de débat qu'elle a générée, offrent du même coup une prise nouvelle pour la sociologie politique.

Dans un tel contexte, ce texte s'emploiera à discuter l'hypothèse suivante : l'enquête de 2005, les conditions de sa production et de sa réception peuvent faire l'objet de deux niveaux de lecture. La première est celle des résultats proprement dits, qui viennent confirmer ce que d'autres enquêtes et travaux, surtout qualitatifs, avaient déjà montré, à savoir la fragmentation territoriale forte des territoires basques, avec une imbrication très différenciée des facteurs identitaires, culturels et linguistiques selon les territoires. Un second niveau de lecture des résultats soulève plus spécifiquement des problèmes méthodologiques, auxquels l'équipe de coordination scientifique a été confrontée tout au long de l'enquête : comment mesurer les identités ethnolinguistiques ? Quelle pertinence des approches quantitatives, même compensées par des *focus group* à faible représentativité ? Comment repérer les dimensions proprement politiques de ces représentations ? Ces données, précisément, ne prennent sens qu'au regard des contrastes des mobilisations collectives et surtout des degrés d'institutionnalisation des politiques linguistiques et culturelles sur les trois territoires. A cet égard, la situation du Pays basque français, un territoire en pleine transformation, viendra illustrer ce débat. Longtemps perçu comme le pendant sur un mode mineur d'une revendication autrement vigoureuse et institutionnalisée en Pays Basque espagnol, ce territoire connait depuis la fin des années 1980 un processus d'institutionnalisation de la défense de la langue et de la culture basque et, plus généralement, du développement territorial. Cette dynamique a consisté en partie à tenter de convertir en logiques d'action publiques sectorielles des dynamiques multiformes essentiellement portées jusque là par une société civile fortement mobilisée. La question linguistique est passée du statut de problème public à un problème politique, en enrôlant très largement acteurs publics, privés ou associatifs. Le processus d'institutionnalisation de la cause linguistique a entraîné, dans un second temps, une différenciation entre politique linguistique et politique culturelle qui était loin d'aller de soi. Le découpage en secteurs qui oriente l'action publique induisait en particulier la constitution d'un référentiel stabilisé autour de deux pôles jusque là largement confondus dans l'action collective. De fait, ce n'est qu'à la lumière de ces débats proprement politiques, qui situent la question linguistique à l'intersection des mouvements sociaux et des politiques territoriales, que les données de l'enquête de 2005 ne prennent leur sens véritable. Plutôt que de se focaliser sur les évolutions des formes du nationalisme, l'analyse de ces mobilisations discrètes, que l'on a pu appliquer ailleurs à des enjeux propres au champ économique (Itçaina, 2006), permet aux politistes, en se focalisant sur la politisation et l'institutionnalisation des enjeux sectoriels, d'avoir une perspective plus fine du travail politique à l'œuvre sur ce territoire.

1. L'enquête : méthodologie et quelques résultats significatifs

D'un point de vue méthodologique, l'enquête, coordonnée par le Service de prospective sociologique du gouvernement basque, comportait trois volets. L'enquête quantitative a consisté à l'application d'un questionnaire entre septembre et novembre 2004, auprès d'un échantillon de 3822 personnes âgées de plus de 16 ans, réparties comme suit : 1204 dans la

Communauté autonome basque, 1008 en Navarre, 1610 en Pays Basque français. L'échantillon a été constitué de façon représentative (sexe, emploi, âge, résidence) sur chaque territoire[3]. Il est à souligner que l'échantillon basque français, par son ampleur au vu de sa population globale, est particulièrement représentatif - notamment, rétrospectivement, par rapport à des enquêtes menées à la fin des années 1970 (Linz, 1986)- . Si certaines questions ont dû être adaptées à chaque territoire, la grande majorité du protocole d'enquête a été appliqué de façon rigoureusement similaire auprès de l'ensemble des enquêtés, ce qui a autorisé une exploitation comparative des résultats. Un deuxième volet de l'enquête, qualitatif, a réuni des groupes de discussion entre octobre 2004 et juillet 2005. 22 groupes ont été constitués, 7 entretiens individuels et 3 récits de vie ont été recueillis. En Pays basque français et en Navarre, les groupes de bascophones et de non bascophones ont été distingués. Enfin, le troisième volet de l'enquête a porté sur les perceptions de l'identité basque et de la culture basque sur internet. Seul le volet quantitatif sera discuté ici. L'enquête qualitative, et les groupes de discussion en particulier, avaient une fonction de correction des résultats quantitatifs, en particulier concernant les représentations de l'identité et de la culture[4]. Comme tout questionnaire de ce type, l'objectif de l'enquête quantitative consistait à capter les *représentations individuelles* autour de cinq thématiques : territoire, identité, langue, culture, pratiques culturelles. On se propose ici de revenir brièvement sur les enseignements principaux de chacune de ces rubriques.

Territoire

En guise de préambule, une première salve de questions a porté sur les représentations du territoire. A une question du type « selon vous quel territoire définit au mieux le Pays Basque ? » (Baxok et al., 2006 : 33) les réponses ont varié en fonction de plusieurs facteurs. La représentation la plus répandue du Pays Basque comme regroupant les 7 provinces (trois en France et quatre en Espagne) se retrouve chez ceux qui ont moins de 45 ans et chez les bascophones. Elle est plus répandue en Pays basque nord (35% des enquêtés) qu'au sud. Les enquêtés de la CAB et de la Navarre associent le Pays basque d'abord à la CAB et plus précisément à la Biscaye et au Guipuzcoa, ceux du Pays basque français au Pays basque « intérieur » (par opposition à la Côte)[5]. Ce volet du questionnaire a également cherché à mesurer le sentiment de proximité entre territoires. S'il existe un grand sentiment de proximité entre la CAB et la Navarre, les liens entre territoires basques du sud et du nord sont plus distendus et asymétriques : très peu d'habitants de la CAB et de la Navarre mentionnent le Pays basque français comme le territoire limitrophe dont ils se sentent le plus proches, en revanche, la situation est inversée côté nord.

[3] Le questionnaire a été administré par les sociétés Ikertalde au sud et Stat'Adour au nord. L'INSEE Aquitaine a contribué à la réalisation de l'échantillonage.

[4] L'organisation distincte des groupes de discussion des deux côtés de la frontière et la structure des entretiens menés au sein de ces groupes demanderait une analyse spécifique, notamment sur la façon dont le matériau recueilli lors de ces *focus groups* pourrait satisfaire à toutes les potentialités propres à cette méthodologie qualitative (Duchesne, Haegel, 2004).

[5] La catégorie « autres » (territoires) aurait pu être affinée, en incluant en particulier un item « Navarre uniquement », qui aurait permis de capter la position navarriste voyant dans cette province l'essence historique des provinces basques. On notera également les 7% de sans réponse.

Identité

Le volet sur l'identité comportait des questions sur la hiérarchie des sentiments d'appartenance identitaires et sur les composantes de l'identité basque.

Tableau 1 : sentiment d'appartenance (Baxok et al., 2006 : 49)

Quant au sentiment d'être basque et français/espagnol, vous-mêmes vous sentez-vous… ?			
	CAB		PB Nord
Basque	40	Basque	11
Plus basque qu'espagnol	15	Plus basque que français	5
Aussi basque qu'espagnol	28	Aussi basque que français	24
Plus espagnol que basque	3	Plus français que basque	16
Espagnol	6	Français	36
Autre	5	autre	7
Nsp/nrp	4	Nsp/nrp	1
(pourcentages verticaux)	100	(pourcentages verticaux)	100
Double identité*	46	Double identité*	45

* Plus basque qu'espagnol + aussi basque qu'espagnol+ plus espagnol que basque ou plus basque que français + aussi basque que français + plus français que basque

Les résultats de cette première analyse de la superposition des identités ne sont guère surprenants. 40% des habitants de la CAB se considèrent comme « uniquement basques » et 15% « plus basques et qu'espagnols » ; 28% se sentent « aussi basques qu'espagnols », 6% se considèrent « espagnols » et 3% « plus espagnols que basques ». En Pays basque nord, ceux qui se sentent uniquement français arrivent en tête des enquêtés (36%). Le plus intéressant réside surtout dans l'importance des doubles affiliations identitaires : 46% dans la CAB et 45% en Pays Basque français. En Navarre, le questionnaire a été adapté afin de laisser la place à l'affirmation identitaire proprement navarraise, aux côtés des items « basque » et « espagnol ». De fait, 38% des enquêtés en Navarre se sentent « d'abord Navarrais », 19% Navarrais et espagnol, 15% basque et navarrais, 10% « d'abord basque », 5% « d'abord espagnol », 0% « autant basque qu'espagnol » et 13% « autre ». Cette dernière proportion est particulièrement significative, elle aurait mérité de plus amples développements quant aux identités référées (européenne ? issue de l'immigration ? autres ?).

Le questionnaire se penche ensuite sur les différentes composantes de l'identité basque, où était demandées aux enquêteurs les deux conditions les plus importantes pour qu'une personne puisse se considérer comme « basque » :

Tableau 2 : représentations des composantes de l'identité basque (Baxok et al., 2006 : 53)[6]

	total	territoire			sexe		Connaissance du basque		
		CAB	Navarre	PB nord	homme	femme	non	Un peu	oui
Vouloir être basque	**42**	46	41	14	42	42	35	46	51
Vivre et travailler au Pays Basque	**41**	46	31	24	41	41	43	45	35
Etre né au Pays Basque	**39**	36	42	53	38	39	44	37	30
Parler basque	**17**	16	10	40	17	17	11	8	34
Etre défenseur du Pays Basque	**16**	17	13	13	16	15	14	16	18
Avoir des ancêtres basques	**9**	5	16	31	9	9	12	7	5
Avoir un nom basque	**4**	3	7	6	4	4	5	4	2
Pratiquer des arts basques (danse, musique,…)	**1**	1	1	2	1	1	1	1	0
Pratiquer ou suivre un sport ou un jeu basque	**1**	1	1	1	1	1	1	1	0
Autre condition	**3**	3	5	3	4	2	2	6	3
Nsp/nrp	**4**	4	8	3	4	5	6	3	1

L'item « vouloir être basque » arrive en tête, avec 42% de réponses sur l'ensemble des enquêtés. Cette réponse, renvoyant implicitement à une approche libérale et volontariste de l'appartenance identitaire, est suivie de très près (41%) d'un critère territorial : est basque celui qui « vit et travaille en Pays Basque » et d'un critère d'origine territoriale (« être né au Pays Basque »). De façon *a priori* assez surprenante, le critère linguistique (« parler basque ») arrive largement en retrait (17% des répondants). Les critères militants (« être défenseur du Pays Basque » : 16%) et les critères essentialistes (« avoir des ancêtres basques », 9% et « avoir un nom basque », 4%) sont moins invoqués. Evidemment, ces écarts renvoient en creux à des conceptions différentes de l'appartenance : selon le critère privilégié, on peut devenir basque, selon tel autre, le déterminisme des origines empêche toute intégration. Mais c'est surtout la déclinaison territoriale des réponses qui est intéressante. Dans la CAB, le critère volontariste (« vouloir être basque ») arrive en tête ; la réponse « être né(e) au Pays Basque » en Navarre et en Pays Basque français. De même, la part de la langue dans la définition collective est-elle plus importante en Pays basque nord (40%) que dans la CAB (16%) et en Navarre (10%). Il n'y a pas de différence sensible entre hommes et femmes dans la ventilation des réponses, ni entre classes d'âge. Enfin, il est à souligner que les représentations des composantes de l'identité diffèrent sensiblement en fonction du degré de connaissance de la langue basque : si l'item volontariste (« vouloir être basque ») arrive en tête chez les bascophones, c'est le critère d'origine (« être né au Pays Basque ») qui l'emporte chez les non bascophones. En toute logique, le critère linguistique est survalorisé par les bascophones, ainsi que le critère militant (défendre le Pays Basque), alors que les non bascophones accorderont davantage d'importance à des critères territoriaux (vivre et travailler au Pays Basque) et d'origine (lieu de naissance, ancêtres, nom)[7].

[6] Le tableau originel comporte une distinction par classe d'âge, non reprise ici car ne présentant pas d'écart significatif.

[7] De plus, le questionnaire ayant été administré en langue basque aux locuteurs bascophones, il a fallu adapter ce volet aux spécificités de la langue. « Basque » se traduit en effet de façon bien distincte selon le contexte d'énonciation. *Euskera* désigne la langue basque. *Euskaldun* désigne le Basque en tant que personne : étymologiquement, est basque la personne qui parle basque (*euskara-dun*). Or, ce volet de l'enquête cherchant à

Langue

Le volet proprement linguistique de l'enquête a repris des questions de base sur les aptitudes linguistiques (compréhension, expression orale, lecture, écriture) et sur les représentations liées à la langue, sans pour autant les développer autant que ne l'auraient fait les enquêtes proprement sociolinguistiques. Les données sur la compréhension de la langue (Baxok, 2006 : 59) confirment ce que les enquêtes sociolinguistiques avaient mis à jour : les niveaux les plus élevés de compréhension du basque se trouvent dans l'ordre dans la CAB, en Pays basque français et en en Navarre. Il y a une corrélation entre les niveaux élevés de compréhension de la langue et le sentiment identitaire « prédominance basque ».

Tableau 3 : aptitude à parler le basque (Baxok et al., 2006 : 59)

	total	territoire			Groupes d'âge			
		CAB	Navarre	PB nord	16-29	30-45	46-64	>65
Rien+ quelques mots	**53**	44	77	65	33	48	62	69
Un peu	**18**	22	10	8	25	22	15	9
Assez bien + bien	**29**	34	13	27	42	29	24	23
% verticaux	100	100	100	100	100	100	100	100

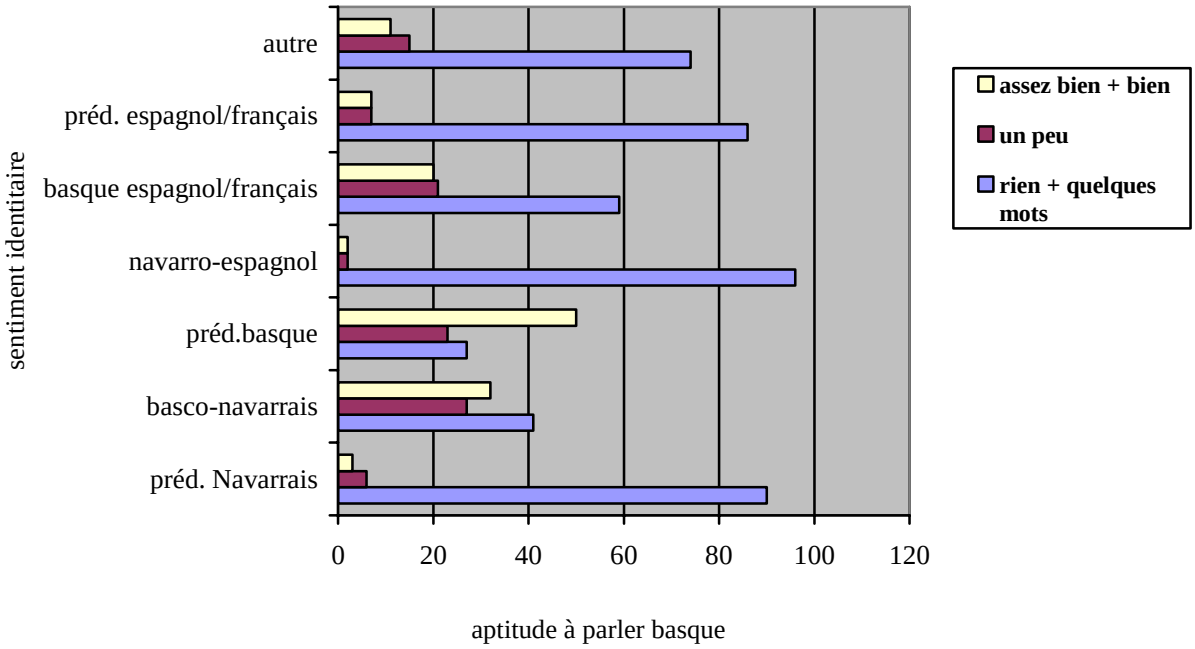
En ce qui concerne l'expression orale, 29% des enquêtés déclarent parler « bien » ou « assez bien » le basque, la CAB arrivant en tête avec plus d'un tiers de bilingues actifs, suivie du Pays basque français et de la Navarre. A noter que le taux le plus élevé de ceux qui déclarent parler « assez bien » et « bien » se trouve dans la classe d'âge des 16-29 ans, ce qui laisse augurer d'une reprise générationnelle déjà en marche depuis plusieurs années dans la CAB et en Navarre. Concernant le Pays Basque français, l'enquête sociolinguistique de 2006 signale que si le nombre de bilingues actifs augmente en fonction de l'âge (les taux les plus élevée se situent dans la tranche des plus de 65 ans), le nombre de bilingues est plus élevé chez les 16-24 ans que chez les 25-34 ans, ce qui constitue une inversion historique (Baztarrika et al., 2008 : 81)[8].

L'enquête de 2004-2005 met également à jour une corrélation entre le sentiment identitaire « prédominance basque » et la compétence (parlée) en langue basque, soit pour l'ensemble des trois territoires enquêtés :

mesurer l'identité basque en la distinguant de l'identité linguistique, l'expression *euskal herritar* (avec plusieurs traductions possibles : du pays/peuple basque, le basque *herri* ayant une polysémie proche du *pueblo* espagnol) a été préférée à celle d'*euskaldun*.

[8] L'enquête sociolinguistique de 2006 affine l'analyse territoriale en confirmant que le nombre de bilingues actifs est le plus important dans la zone Basse-Navarre-Soule, suivie, dans l'ordre, du Labourd intérieur et de l'agglomération Bayonne-Anglet-Biarritz (Baztarrika et al., 2008 : 83).

tableau 4: Sentiment identitaire et compétence linguistique (Baxok et al., 2006: 59)



L'enquête a également cherché à mesurer, sur le plan des représentations cette fois, le sentiment d'exclusion linguistique, dans un sens comme dans l'autre. 25% des bascophones se sont déjà sentis écartés pour avoir voulu parler en basque, et, inversement, 20% des non-bascophones ont ressenti le même sentiment pour n'avoir par su parler basque (le taux le plus élevé - 34% - se trouve en Pays basque français). Toujours sur le plan des représentations, le désir que les enfants apprennent le basque est très généralisé, surtout dans la CAB. En Navarre et au Pays basque français, ce désir est très répandu chez les bascophones et chez ceux qui se sentent basques. Chez les autres enquêtés, l'indifférence est de mise. Parmi les personnes ayant essayé, essayant ou envisageant d'apprendre le basque, deux raisons principales sont invoquées : parce que c'est la langue du pays et pour pouvoir communiquer avec les bascophones. Ceux qui n'ont aucune intention de l'apprendre soulignent ne pas avoir besoin du basque pour communiquer, dans la mesure où l'ensemble de la population parle soit l'espagnol, soit le français.

Culture basque

De l'identité et de la langue, l'enquête opère ensuite un glissement vers la culture. Au moins autant que les résultats proprement dit, c'est, nous y reviendrons dans la deuxième partie de ce texte, la construction des catégories de réponse qui informe sur les interrogations des commanditaires. A la question « qu'entendez-vous par culture basque ? », les items suivant ont été proposés : a) toute création qui a trait au Pays basque, b) toute création d'un artiste basque, c) toute création produite en Pays basque, d) toute création en langue basque. Ces réponses induisent une réduction de la culture aux lettres et arts, soit à la culture comme objet potentiel des politiques culturelles. Les approches anthropologiques de la culture – difficilement repérables par le biais d'un tel questionnaire- sont provisoirement écartées[9]. Le

[9] Elles seront partiellement réintroduites plus loin (Baxok et al. 2006 :80), du moins sous le vocable de la culture populaire. Lors d'une présentation publique des résultats de l'enquête en Pays Basque français, un participant s'étonnera de l'absence de la religion (et de l'Histoire) dans les items définissant la culture basque comme si, au fond, la sécularisation de l'identité et de la culture basques avait constitué un *a priori* de la part des enquêteurs.

principal résultat ayant attiré l'attention des commentateurs aura été le fait que moins de la moitié des enquêtés (47%) considèrent que la culture basque est toute création en langue basque. On signalera également le nombre élevé de non réponses (entre 11 et 17%). Enfin, la Navarre a, ici également, fait l'objet d'un questionnaire adapté sur la perception des liens entre « culture navarraise » et « culture basque ». Pour 42% des enquêtés, la culture navarraise fait partie de la culture basque. Ce résultat serait à nuancer par territoires, au vu des contrastes sociolinguistiques internes propres à la Navarre[10].

Ces résultats sont à considérer avec la plus grande prudence, tant ils sont liés à la façon dont la question est formulée, ce qui est le biais généralement attribué à la méthodologie quantitative. En effet, lorsque, plus avant dans le questionnaire, il est demandé aux enquêtés « Quels sont pour vous les aspects les plus importants qu'évoque la culture basque ? », c'est la langue qui arrive en tête des trois réponses possibles, à la fois sur l'ensemble des enquêtés (53%) et sur chacun des trois territoires (Baxok et al., 2006 : 81).[11]

Pratiques culturelles

Enfin, un dernier volet de l'enquête a porté sur les pratiques culturelles, et en particulier sur le rapport à la langue. Ce volet permet – outre qu'il souligne le niveau relativement faible de « consommation culturelle » quelle que soit la langue – de confronter la mesure de la *compétence* linguistique à celle de *l'usage* de la langue. La conclusion majeure est que la très grande majorité des activités culturelles s'effectue en français/espagnol[12]. Les activités culturelles en langue basque sont plus pratiquées dans la CAB que sur les autres territoires, tout en restant minoritaires. Un autre indicateur mesure l'usage de la langue basque dans les médias et en matière de lecture. Les résultats sont légèrement supérieurs. 22% des habitants des trois territoires regardent la télévision basque (*Euskal telebista*) de façon quotidienne, un pourcentage plus élevé chez les jeunes. Un quart des enquêtés de la CAB ne la regardent jamais, près de la moitié en Navarre et en Pays basque français. Si la grande majorité des bascophones regarde la télévision basque, 6% des bascophones ne la regardent jamais. 15% des enquêtés écoutent la radio en basque au moins une fois par jour, et 65% n'y ont jamais recours. 26% des bascophones n'écoutent jamais la radio en basque. 71% de l'ensemble des enquêtés ne lisent jamais de périodiques ou de livres en basque, ce qui correspond à peu près à la proportion de non bascophones, mais ce taux est également de 28% chez les bascophones. A signaler cependant que l'usage quotidien de périodiques ou de livres en basque est plus important chez les jeunes générations[13].
Nous ne reprenons ici que les résultats les plus significatifs d'un volet quantitatif de l'enquête, qui se prêterait cependant à des analyses de corrélation beaucoup plus fines, notamment sur la dimension linguistique. Dans leur généralité cependant, ces quelques données soulèvent d'ores et déjà des débats méthodologiques et analytiques conséquents.

En la matière, c'est plutôt le souhait de ne pas intégrer de questions sur les opinions religieuses et politiques qui a orienté le choix des items.

[10] En 2006, la zone bascophone, au nord de la Navarre, comporte 60,1% de bilingues actifs, la zone mixte (Estella-Pampelune-Montagne) 8,3%, et la zone non bascophone au sud, 1,9% (Baztarrika et al., 2008 : 141).

[11] On signalera également, au passage, l'importance toute spéciale du chant dans les représentations de la culture basque côté français (deuxième facteur après la langue, avec 39% des répondants). Ce résultat est sans doute relié à un maintien plus tardif des fonctions sociales coutumières du chant dans la société basque française.

[12] A l'exception des danses basques, même si l'on peut s'interroger sur le rôle qu'y joue la langue, l'enseignement mis à part.

[13] D'autres questions ont porté sur l'écoute de « musique basque », mais face à l'imprécision de la question (musique faite au pays basque ? en langue basque ? par des basques ?), il est difficile d'en tirer le moindre enseignement. De même, les données sur la participation associative demanderaient un traitement spécifique.

2. Discussion : identité, territoire et institutionnalisation culturelle

L'exposé, même succint, des principaux résultats de l'enquête quantitative soulève un certain nombre de problèmes méthodologiques et conceptuels. Il faut arriver à un second niveau de lecture de ces résultats. Nous proposons ici d'organiser la discussion autour, d'une part, des enjeux méthodologiques soulevés par le volet de l'enquête portant sur les identités et, d'autre part, à partir de l'exemple basque français, de la nécessité d'une approche institutionnaliste pour saisir les tenants et les aboutissants d'une telle enquête.

Méthodologie : vers une critique de l'identité comme catégorie pratique et scientifique ?

L'ensemble des résultats de l'enquête doivent être relu à la lumière des réserves classiquement exprimées à l'égard des mesures quantitatives des affiliations identitaires et culturelles. Bien entendu, ne sont mesurées ici que les opinions et représentations individuelles, qui ne disent rien des dynamiques collectives et des effets agrégés. De même, l'enquête ne permet pas de comparaison avec une enquête similaire qui aurait été menée soit sur une population témoin sur un autre territoire, soit la même population à des dates différentes. La comparaison diachronique, en revanche, est rendue possible sur le volet purement sociolinguistique, grâce aux enquêtes purement sociolinguistiques menées régulièrement (tous les 5 ans) depuis 1991 des deux côtés de la frontière. Sur le plan des affiliations identitaires, l'observatoire sociopolitique de l'Université du Pays basque *Euskobarometro* dispose également, pour la CAB, d'enquêtes d'opinion périodiquement réactualisées.

C'est, en particulier, la mesure quantitative des appartenances identitaires nationales et régionales qui fait débat. En l'espèce, les items privilégiés ici (du type : « vous sentez vous : plus espagnol/ français que basque, d'abord basque, etc., …) ne sont pas sans évoquer la grille dite *Moreno scale* classiquement utilisée dans bon nombre de travaux sur les mobilisations ethnonationalistes. Conçue initialement pour une application à l'analyse du renouveau des appartenances identitaires en Catalogne et en Ecosse (Moreno, 1988), cette grille entend mesurer les identités duales en interrogeant les enquêtés sur la combinaison de leurs appartenances « ethnoterritoriales » (régionales) et « civiques étatiques » (nationales). Particulièrement adaptée à l'étude des territoires à identités multiples, une telle grille à la fois simple et standardisée présente l'avantage non négligeable de permettre la comparaison et de dépasser l'argument de l'irréductible singularité historique des territoires.

Prise isolément, cette méthodologie présente cependant des biais. A partir d'une étude sur la double affiliation identitaire espagnole et européenne, (Ruiz Jimenez, 2007) a exprimé une critique radicale à l'égard de la *Moreno scale*. Au-delà des critiques généralement exprimées envers ce type d'échelle à la fois unidimensionnelle, attitudinale et dichotomique, Ruiz Jimenez souligne que le moindre changement dans la formulation des questions et des items de réponse proposés a des effets décisifs sur les répondants, ce qui remet en question jusqu'au recours à cet instrument de mesure. L'enquête basque a fait montre d'un tel biais : L'importance de la langue dans les représentations de la « culture basque » varie considérablement selon la façon dont la question est formulée. Il convient par conséquent de considérer ces résultats avec la plus grande prudence, et de nuancer les résultats en ayant

recours aux comptes-rendus des groupes de discussion et aux études qualitatives déjà menées par ailleurs.

Ces réserves prennent toute leur dimension au moment de relire de façon comparative les résultats portant sur les éléments définisseurs de l'identité basque. Nous avons souligné que les items volontaristes (« vouloir être basque ») l'emportaient dans la Communauté Autonome basque, alors que les critères d'origine (« être né(e) au Pays Basque ») l'emportaient en Navarre et en Pays Basque français, et que la part de la langue dans la définition collective était sensiblement plus importante en Pays Basque français que dans les deux autres territoires. Nous laisserons de côté ici la Navarre, en raison de la problématique spécifique de ce territoire. Hubert Pérès et Mohammad-Saïd Darviche (2008 : 84), compilant plusieurs enquêtes menées en Pays basque – dont celle qui fait l'objet du présent article – depuis la fin des années 1970, confirment l'évolution vers une autodéfinition plus « volontariste » dans la CAB. Si l'on compare CAB et Pays basque nord, pris au pied de la lettre, ces résultats pourraient être interprétés comme mettant en évidence une approche plus politisée de l'identité dans la CAB, plus traditionnelle, voire essentialiste, en Pays basque français. L'importance accordée à la langue côté français irait dans le même sens dans la mesure où le basque serait côté français davantage transmis par transmission familiale que par les réseaux scolaires ou d'alphabétisation pour adultes. Une interprétation quasiment évolutionniste verrait même dans ces différences l'expression de stades distincts de la politisation de l'identité des deux côtés de la frontière, avec un « retard » sensible du nord sur le sud. L'exemple basque viendrait de la sorte illustrer une hypothèse selon laquelle les nationalismes ethniques périphériques évolueraient, en règle générale, d'un accent mis sur les éléments primordiaux (descendance commune, race, langue, traditions culturelles, dans certains cas, religion) vers une définition basée sur la territorialité (ceux qui « vivent et travaillent » sur un territoire) et sur l'adhésion volontariste à l'adhésion communautaire[14]. Contrairement à beaucoup de théories, le primordialisme peut être la source du nationalisme, mais en définitive, les implications politiques du nationalisme sont incompatibles avec ce primordialisme (Linz, 1985 : 205). Juan J. Linz a eu lui-même recours au cas basque pour illustrer cette hypothèse, avec des données recueillies à la fin des années 1970 des deux côtés de la frontière (Linz, 1986). 11,7% des enquêtés au nord de la frontière se déclaraient « Basque » ou « plus Basque que Français », alors plus de 50% se déclaraient « Basque » ou « plus Basque qu'Espagnol » côté sud, la faible taille de l'échantillon côté français soumettant cependant ces résultats à caution (Pérès, Darviche, 2008 : 77). Une lecture rapide de ces résultats pourrait voir dans le primordialisme des Basques français la traduction d'un stade antérieur d'une politisation identitaire arrivée à maturité côté sud.

Ce raisonnement présente au moins trois faiblesses. D'une part, il présuppose que les nationalismes développent leurs trajectoires historiques en étapes successives conduisant inéluctablement vers un modèle standardisé de politisation proprement nationaliste. Or les modes d'affirmation politique de l'identité sont pluriels, et ne conduisent pas forcément vers la prééminence d'une idéologie aspirant nécessairement à faire correspondre les frontières de la communauté politique et celles de la « communauté imaginée ». Deuxièmement, les représentations individuelles mesurées ici ne disent rien de la nature des mobilisations

[14] La distinction se rapproche de celle effectuée par Susan Olzak entre *solidarité ethnique* et *mobilisation ethnique* (Olzak, 1998). La *mobilisation ethnique* est une action collective menée en vue d'objectifs collectifs par des groupes organisés autour des caractéristiques d'une identité ethnique. La *solidarité ethnique* se signale par l'identification consciente avec une population. S. Olzak examine dans quelle mesure la mobilisation favorise en retour la solidarité, et vice-versa, à l'aide des théories de la mobilisation des ressources et leur application aux mobilisations nationalistes (en particulier par Michael Hechter).

politiques sur chacun des territoires[15]. Enfin, même si ces données permettent *a minima* de pointer un contraste dans les représentations individuelles de l'identité ethnonationale des deux côtés de la frontière, un examen plus approfondi de ce contraste ne saurait faire l'économie d'une approche à la fois historique et institutionnaliste des formes de politisation des identités. Sur un registre plus prudent, on rejoindra H. Pérès et M.-S. Darviche (2008 : 79) qui relisent les résultats du volet « identités » de l'enquête de 2004-2005 en y voyant avant tout l'expression des contrastes des constructions statonationales française et espagnole.

Les réserves que soulève la méthodologie de l'enquête posent des questions plus fondamentales qui vont au-delà de la seule interrogation sur les vertus et limites d'une analyse quantitative, même corrigée par des groupes de discussion. Ce que révèlent, en creux, les doutes exprimés ça et là lors de la réception de l'enquête mais également la perplexité de bon nombre d'enquêtés face aux questions portant sur les affiliations identitaires, c'est un questionnement sur le recours même au vocable d'identité. L'enquête a postulé une double pertinence de l'identité en tant que catégorie pratique (pour les enquêtés) et scientifique (pour le traitement des résultats). Rogers Brubaker (2001) a souligné les problèmes intrinsèquement associés à l'usage d'un terme aussi ambigu par les sciences sociales, et a proposé d'écarter le terme au profit de l'analyse de la « communalité », de la « connexité » et de la « groupalité ». Reprenant certaines de ces analyses, Martina Avanza et Gilles Laferté (2005) montrent que si le rejet des postures essentialistes de l'identité constitue désormais un acquis généralisé en sciences sociales, il est temps, cependant, de soumettre à leur tour à la critique les approches constructivistes de l'identité. Ces dernières soulèvent en effet à leur tour trois difficultés : une posture dénonciatrice aux conséquences politiques fâcheuses ; un obstacle épistémologique plaçant prioritairement le regard du côté de la production des « identités » au détriment de leur réception et de leur appropriation ; un désenchantement relativiste peu soucieux de l'institutionnalisation du social. Les analyses constructivistes de l'identité présentent en outre un risque épistémologique, celui de se limiter à l'analyse des discours de constitution des « images » des individus et des groupes. Pour arriver à dépasser le stade de l'analyse des discours, il faut une compréhension institutionnaliste du monde social qui tienne du poids des institutions politiques, de la structure socioéconomique, de l'autorité sociale des individus ou groupe à l'origine des discours identitaires[16]. M. Avanza et G. Laferté jugent ainsi préférable « de réserver le terme d'identité à une catégorie de la pratique et de définitivement l'abandonner comme catégorie scientifique » (*Ibid* : 140). Ils proposent de lui substituer trois concepts alternatifs : l'*identification*, réservée à une sociologie du traitement bureaucratique, et qui « pourrait qualifier toute action sociale où l'attribution identitaire est extérieure, s'exerçant sur un individu, dans le cadre d'une institution sociale, selon une technique codifiée » (*Ibid.* : 142) ; l'*image*, soit l'étude de « la production sociale des discours, de symboles figurants les groupes et les territoires, une logique de la « publicité » - au sens de rendre public – voire de la politisation des groupes et des territoires. » (*Ibid.*) ; l'*appartenance* : comment les identifiés ou représentés s'approprient, refusent, acceptent ces identifications et ces images[17].

---

[15] Et ce même si, comme le suggèrent très justement (Pérès et Darviche, 2008 : 79) à partir de l'exemple basque, la nature de la mobilisation politique peut avoir un effet sur l'orientation des réponses individuelles en induisant une charge politique implicite des affiliations territoriales.

[16] Ce constat rejoint largement les conclusions du groupe de recherche inter-laboratoire de la FNSP « IPI » (identité, pouvoir, identifications ») (Martin, 2009, à paraître).

[17] Réfléchissant au rôle joué par le facteur identitaire en matière de développement économique régional, John Loughlin, Michael Keating et Kris Deschouwer distinguent quant à eux trois dimensions de l'identité régionale, mêlant dimensions individuelles et collectives. La dimension *cognitive* désigne le degré de connaissance d'une région ou des régions voisines par les habitants. La dimension *affective*, ensuite, mesure le degré d'attachement à

Au-delà des résultats : élucider les conditions de production et de réception de l'enquête

En suivant R. Brubaker, M. Avanza et G. Laferté, il me semble que les résultats de l'enquête 2005 ne prennent leur véritable sens qu'à la lumière d'une analyse serrée des évolutions institutionnelles des territoires comparés. A ce titre, l'observation de l'institutionnalisation territoriale du Pays Basque français, si elle ne permet pas d'expliquer les permanences des contrastes entre représentations de l'identité et de la culture des deux côtés de la frontière, permet du moins d'élucider les conditions de production de l'enquête et sa réception contrastée. En l'occurrence, la nature même des opérateurs de l'enquête informe sur l'asymétrie institutionnelle entre les trois territoires convoqués : un organisme public pour la CAB (le service de prospection sociologique du Gouvernement basque), une société transfrontalière d'études basques pour l'enquête navarraise et la publication de l'enquête (*Eusko ikaskuntza*), une structure à statut associatif mais à vocation institutionnelle pour le versant français (ICB).

Durant les travaux – soutenus et minutieux – préparatoires de l'enquête, les partenaires s'accorderont en faveur de l'inclusion d'un volet « représentations de la culture » et « pratiques culturelles » dans l'enquête. Ce volet de l'enquête constitue en particulier pour les institutions culturelles un sondage destiné à éclaircir un questionnement sur leur propre identité institutionnelle : comment constituer la « culture basque » en secteur d'action public ? Le débat est particulièrement marqué côté nord : comment constituer un secteur culturel basque qui se distingue à la fois des institutions de politique culturelle déjà existantes sur le territoire, en particulier sur la Côte basque, *et* des institutions de politique linguistique, en voie de stabilisation ? Ce double encadrement rend difficile l'émergence d'une politique culturelle aux frontières stabilisées : comment découper une réalité sociétale multiforme en un secteur d'action publique aux frontières définies ? Qu'est-ce que la culture basque ? La culture en langue basque ? Toute production culturelle effectuée en Pays basque ? Par des Basques ? Les incertitudes autour du statut de la langue dans cette définition de la culture ont provoqué des réactions chez des acteurs militants culturels rétifs à la tournure prise par le processus d'institutionnalisation de la culture. Pour l'un d'entre eux, auteur d'un essai percutant sur la culture basque :

> « D'où enquête sur enquête, la dernière portant sur les désirs des populations mal définies de cet espace brouillé. C'était une étude de marché, afin de savoir quelle culture les habitants du Pays basque non bascophones (*Euskal herritar ez eskualdunek*) habitants aux alentours de ce Bayonne étendu seraient prêts à acheter. Il faut penser, en français, une *culture basque*[18] intégrant tout le monde, et les producteurs[19] non bascophones pourraient ainsi fournir des produits consommables adaptés » (Luku, 2009 : 57)[20].

Cette mise en garde contre le risque d'une culture basque déconnectée de sa dimension linguistique prouve, s'il le fallait, la vigilance exercée par l'univers militant à l'égard de l'institutionnalisation territoriale en cours. Cet ordre de commentaire entend également pointer l'irruption des logiques d'intérêts dans un « marché culturel » basque jusque là

---

la région. Cette dimension fournit également un cadre pour une identité commune et une solidarité, qui peut aussi générer des concurrences avec d'autres identités. Dans sa dimension *instrumentale* enfin, l'identité territoriale peut-être utilisée comme une base pour la mobilisation, qu'il s'agisse d'action collective ou d'action publique (Keating, Loughlin et al. 2003).

[18] En français dans le texte.
[19] La traduction de « *zuzendari* », dans ce contexte, pourrait aussi bien signifier « directeur » ou « metteur en scène ».
[20] Traduit du basque.

dominé par les logiques militantes, et aujourd'hui soumis à un double processus d'institutionnalisation et de marchandisation. Le débat sur la culture émerge logiquement sur un territoire qui, depuis la fin des années 1980, expérimente une transformation structurelle de l'action publique territoriale. Jean-Daniel Chaussier a montré comment, à l'initiative d'un « sous-préfet développeur », une série de concertations entre représentants de la société civile, acteurs politiques et économiques s'articule alors autour d'une démarche prospective, « Pays Basque 2010 ». Cette procédure de concertation généralisée se traduira par la création d'un Institut culturel basque en 1989, d'un Conseil de développement du Pays Basque et d'un Conseil des élus du Pays Basque en 1994-1995 (Chaussier, 1996). Se dessine ainsi une nouvelle forme de gouvernance territoriale largement ouvert aux acteurs émanant de la société civile, au sens d'un processus qualifiant «l'ensemble des situations de coopération non ordonnées par la hiérarchie qui correspondent à la construction, à la gestion ou à la représentation de territoires, en particulier face à leur environnement économique ou institutionnel. » (Simoulin 2007). Ce processus se traduit par une dynamique d'institutionnalisation, donc de sectorialisation, d'enjeux autrefois portés de façon globale par des mobilisations hâtivement qualifiée d'"identitaires" dans leur généralisme: développement économique, agriculture, culture, langue et environnement en particulier.

Dans ce contexte, le devenir de la langue et de la culture basques est passé d'un enjeu social à un problème public, et d'un problème public à un problème politique. Un problème ne devient *public*, « que lorsque des acteurs mobilisés parviennent à l'inscrire dans l'espace public, c'est-à-dire lorsqu'il devient un sujet d'attention, voire de controverses et que des positions se confrontent pour en caractériser les composantes, l'ampleur et les causes. » (Lascoumes et Le Galès, 2007: 69). Tout le travail associatif dans les années 1950 aux années 2000 s'emploi à cette transformation (Oronos, 2002) (Bortayrou et al., 2005). Le problème *public* devient ensuite un problème *politique* lorsque la mobilisation parvient « à produire une visibilité suffisante et à acquérir une capacité d'interpellation telle que des acteurs qui n'étaient pas initialement concernés par l'enjeu prennent des positions et argumentent en sa faveur ou contre lui » (Lascoumes and Le Galès 2007 : 80). La puissance publique est sollicitée pour le règlement de la question. Durant les années 1990, les militants de la culture et de la langue basque parviennent à inciter l'ensemble des acteurs politiques territoriaux à se positionner sur l'enjeu qu'ils défendent, et ce bien au-delà des seuls secteurs nationalistes. Enfin la question linguistique et culturelle parvient à entrer dans *l'agenda gouvernemental* local. Pour cela, trois conditions doivent être remplies : a) Les acteurs gouvernementaux doivent définir une situation comme problématique, comme relevant de l'intérêt général et méritant une action gouvernementale ; b) L'enjeu doit être requalifié dans des termes insérables dans le champ de compétence gouvernemental et intégrable dans ses positions idéologiques ; c) L'engagement des acteurs politiques n'est jamais définitivement acquis en raison de la difficulté de l'ajustement entre différents agendas. La mis sur l'agenda politique et l'institutionnalisation qui en a résulté s'opère d'abord pour le volet culturel. Celle-ci ne se déroule pas sans heurts, puisque la création de l'Institut culturel basque ne se fera en 1989-1990 qu'au terme d'une séparation conflictuelle d'avec les institutions culturelles « généralistes » de la Côte basque[21]. La promotion de la langue basque, dans cette première phase, s'effectue par l'Institut culturel d'une part et par les réseaux scolaires (immersif, bilingue public et bilingue catholique[22]), de

[21] En 1984, le Centre Culturel du Pays Basque est créé. L'institution diffuse, crée et coproduit des spectacles, elle se veut lieu de rencontre et de recherches culturelles. En 1988, ce Centre culturel est dissout puis réapparaît sous la forme d'un Centre d'Action Culturelle de Bayonne et du Sud-Aquitaine d'une part, et d'une Institut culturel basque d'autre part (Laborde, 1999).

[22] Les filières d'enseignement bascophones ont leur propre dynamique d'institutionnalisation, avec notamment la signature du contrat d'association entre l'Etat et les écoles associatives *ikastola* en 1994.

formation et d'alphabétisation d'autre part. Rapidement cependant, le besoin d'une structure spécifique pour la promotion d'une politique linguistique autonome, que l'on entend désormais distinguer de l'action culturelle proprement dite, se fait ressentir. Au terme d'un long processus qui trouve son origine dans une prise de conscience du déclin de la langue, l'institutionnalisation d'une politique linguistique en faveur de la langue basque voit progressivement le jour : la langue basque s'inscrit pour la première fois au cœur d'un projet territorial avec le Schéma d'aménagement du Pays Basque en 1996-1997, cette structuration est renforcée par la Convention Spécifique Pays Basque en 1999-2000. Les institutions se réunissent alors autour d'un même programme d'aides aux opérateurs linguistiques (2000-2004) et se coordonnent au sein d'une maîtrise d'ouvrage public (MOP), le Conseil de la langue basque. En janvier 2005, l'Office public de la langue basque, à statut de Groupement d'intérêt public, est créé. Il associe représentants de l'Etat (préfecture, rectorat, DRAC), de la Région Aquitaine, du Département des Pyrénées-Atlantiques, du Syndicat intercommunal de soutien à la culture basque et du Conseil des élus du Pays Basque. Ses missions consistent à aider les opérateurs de l'action linguistique, à coordonner l'offre et la demande d'enseignement du basque et en basque sur le territoire, et à assurer une promotion de la langue dans la vie sociale et auprès des pouvoirs publics.

Si le domaine d'intervention de cette nouvelle institution est clairement défini, il renvoie en miroir aux incertitudes sur le devenir de l'Institut culturel basque qui se voit, pour le coup, forcé de repenser son positionnement à un double niveau. Sur le plan légal, d'une part, les discussions portent désormais sur le maintien du statut associatif ou le passage à un statut public (type Etablissement public de coopération culturelle) pour une structure fortement soutenue par les collectivités territoriales et l'Etat. Plus fondamentalement, ce sont les frontières de son domaine d'action (patrimoine, spectacle vivant, promotion des artistes, soutien aux pratiques « traditionnelles », etc.) qui animent les discussions au sein de l'ICB. La dynamique d'institutionnalisation culturelle devient, de fait, particulièrement ardue sur un territoire où les dynamiques culturelles sont très fortement structurées soit par une « industrie du mouvement social basque » largement transfrontalière (Letamendia, 2006), soit par des dispositifs coutumiers fonctionnant à l'échelle de la vallée, du village ou du quartier et reposant sur des catégories d'acteurs difficilement intégrables par les expertises des « développeurs culturels » : classes d'âge, voisinage, groupes affinitaires, paroisses, etc.

Cette profusion d'initiatives et de dynamiques n'est pas forcément préjudiciable à l'action publique. Vincent Dubois (1998) a montré comment, à l'échelle française, les politiques culturelles reposaient précisément sur la construction de la culture comme une catégorie floue d'action publique :

> « (…) définir une politique culturelle c'est, pour les agents qui y sont engagés (hommes politiques, fonctionnaires ou intellectuels d'institution), produire une définition de la culture en lieu et place de ceux qui, artistes et intellectuels, en ont historiquement acquis le monopole. En ce sens, l'inachèvement de la définition de la culture n'est-il pas pour partie mis en scène ? N'offre-t-il pas un gage de la non-ingérence des agents du champ politico-bureaucratique dans les affaires intérieures du champ culturel ? Un hommage que le « vice » (le formalisme bureaucratique) rendrait à la « vertu » (la liberté et l'effervescence créatrice des artistes faisant fi des frontières) ? On pourrait alors faire l'hypothèse que l'indécision de la politique culturelle, la remise périodique sur le métier de sa définition constituent moins les signes d'une « faiblesse », d'un « manque », que la voie particulière suivie par son institutionnalisation. » (Dubois, 1998 : 168)

Lorsqu'à ce flou intrinsèque, propre au champ culturel, se greffe la problématique identitaire territoriale, toutes les conditions sont réunies pour que l'entreprise d'institutionnalisation de la culture basque se heurte à des difficultés récurrentes. Or, le flou autour de la « culture

basque » - comme de la « culture » tout court - loin de constituer un obstacle, constitue également une ressource pour des institutions (l'ICB et les autres opérateurs culturels du territoire) en quête de stabilité au sein d'un paysage « culturel » aussi fragmenté que dynamique. La problématique identitaire, par ailleurs, renvoie indéniablement au conflit. En ce sens, tous s'accordent pour reconnaître aux nouvelles institutions de la gouvernance culturelle du territoire une fonction de médiation entre des milieux institutionnels, associatifs et militants aux relations jusque là fortement teintées de défiance.

Ce n'est qu'à la lecture de ces évolutions territoriales de fond que doivent se lire les résultats d'une enquête dont la relecture critique n'entend pas minorer l'utilité. Bien au contraire. Par sa dimension, par l'ampleur des tendances et par la pluralité des appartenances qu'elle donne à voir (Mendizabal Usabiaga, 2006), une telle enquête fera date, à condition de la compléter par des études qualitatives qui ne fassent pas l'économie d'une analyse institutionnaliste. Les institutions sont influencées par les perceptions individuelles, mais en retour, on est en droit de penser que les dynamiques d'institutionnalisation de la langue et de la culture basque ont à leur tour influé sur les perceptions individuelles et notamment sur la diffusion normalisée de la promotion publique de la langue basque. En Pays Basque français, les politiques en cours d'institutionnalisation contribuent d'ores et déjà à inverser le stigmate social longtemps associé à la langue basque. Les prochaines études sociolinguistiques diront si – certains résultats d'enquêtes récentes laissent augurer d'une telle évolution (Baztarrika et al., 2008 : 81) – cette politique volontariste se traduit par une inversion des courbes en termes de compétence et surtout d'usage de la langue. En matière culturelle, le pluralisme des représentations de la culture basque telles qu'elles ont été saisies par l'enquête de 2004-5 répondent, en écho, au questionnement à propos d'une institutionnalisation culturelle en devenir. L'ensemble de ces incertitudes, qu'elles soient scientifiques, pratiques ou proprement politiques, témoigne en tous les cas des dynamiques plurielles d'une société locale expérimentant une transformation sociopolitique profonde, inédite et aux effets durables.

Références

AVANZA Martina, LAFERTE Gilles (2005). « Dépasser la 'construction des identités' ? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, 61, décembre, 134-152.

BAXOK, Erramun, ETXEGOIN, Pantxoa, LEKUMBERRI, Terexa, MARTINEZ DE LUNA, Iñaki, MENDIZABAL, Larraitz, AHEDO, Igor, ITÇAINA, Xabier, JIMENO, Roldan (2006). *Euskal nortasuna eta kultura XXI. mendearen hasieran. Identidad y cultura vascas a comienzos del siglo XXI. Identité et culture basques au début du XXI. siècle*, Donostia : Eusko Ikaskuntza.

BAZTARRIKA GALPARSORO Patxi, OSA IBARLOZA, Erramun, IRIART Jean-Claude, AIZPURUA ESPIN, Jon (2008). *IV. Inkesta soziolinguistikoa 2006,* Vitoria-Gasteiz: Eusko Jaurlaritza, Gobierno Vasco.

BORTAYROU, Jakes, ETCHEVERRY-AINCHART, Peio, GARAT, Maialen, LERALU, Claudine, LICHAU, Isabelle (2005), *Le mouvement culturel basque (1951-2001). 2: Filières bilingues, Seaska, AEK*, Bayonne: Elkar.

BRUBAKER, Rogers (2001). "Au-delà de l''identité'". *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°139, 66-85.

CHAUSSIER, Jean-Daniel (1996). *Quel territoire pour le Pays Basque ? Les cartes de l'identité.* Paris: L'Harmattan.

COLE, Alistair, HARGUINDEGUY, Jean-Baptiste (2009). "Multiculturalisme et politique linguistique: la république contre les langues régionales?", Revue française de science politique, vol. 59, n° 4 (à paraître).

DUBOIS, Vincent (1998). « Politique culturelle: le succès d'une catégorie floue. Contribution à une analyse des catégories d'intervention publique», in KALUSZYNSKI, Martine, WAHNICH, Sophie (dir.), *L'Etat contre la politique ? Les expressions politiques de l'étatisation*. Paris : L'Harmattan, 167-182.

DUCHESNE, Sophie, HAEGEL, Florence (2004). *L'enquête et ses méthodes. L'entretien collectif*, Paris : Nathan Université.

KEATING, Michael, LOUGHLIN, John, DESCHOUWER, Kris (2003). *Culture, Institutions and Economic Development. A Study of Eight European Regions.* Cheltenham, Northampton: Edward Elgar.

ITÇAINA, Xabier (2006). « Les mobilisations discrètes. Affirmation identitaire et choix économique en Pays Basque français », *Sociologia, problemas e práticas*, n°50, 2006: 45-66.

LABORDE, Denis (1999). « Politique culturelle et langue basque », in : BLANCHET Ph., BRETON R., SCHIFFMAN, H. (dir.), *The Regional Languages of France : an Inventory on the Eve of the XXIst Century, Papers of a Conference held at The University of Pennsylvania, Philadelphia, USA*, Louvain-la-Neuve : Peeters, 141-160.

LASCOUMES, Pierre, LE GALÈS, Patrick (2007). *Sociologie de l'action publique*, Paris : A. Colin.

LETAMENDIA, Francisco (coord.) (2006). *Acción colectiva Hegoalde-Iparralde*, Madrid: Fundamentos.

LINZ, Juan J. (1985). « From primordialism to nationalism », in TIRYAKIAN Edward A., ROGOWSKI Ronald (eds.). *New nationalisms of the developed west*, Boston, London, Sydney, Allen & Unwin: 203-253.

LINZ, Juan J. (1986). *Conflicto en Euskadi*. Madrid: Espasa Calpe.

LUKU, Antton (2009). *Euskal kultura ?* Iruña, Pamiela.

MARTIN, Denis-Constant (dir.) (2009). *Ecarts d'identité*, à paraître Karthala (à paraître).

MENDIZABAL USABIAGA, Larraitz (2006). "Euskal nortasuna eta kultura XXI. mendearen hasieran", *Alda!- Enbata*, 16 novembre: 5-6.

MORENO, Luis (1988). « Identificación dual y autonomía política: los casos de Escocia y Cataluña », *Revista española de investigaciones sociológicas*, 42: 155-174.

OLZAK Susan (1998). « Ethnic protest in core and periphery states », *Ethnic and racial studies*, 21 (2), 1998, 187-217.

ORONOS, Michel (2002). *Le mouvement culturel basque (1951-2001). 1. Ikas, Pizkundea, Euskal Konfederazioa*, Bayonne: Elkar.

PERES, Hubert, DARVICHE Mohammad-Saïd (2008). « Comparing the dynamics of identity: the cases of Spain and France », in DARVICHE Mohammad-Saïd, GENIEYS, William (eds.). *Multinational state-building. Considering and continuing the work of Juan Linz*. Montpellier: Pôle Sud.

ROCHAS, Amandine (2008). L'identité française à l'épreuve de la diversité linguistique : pratiques et savoirs de la politique des langues régionales ou minoritaires, communication au colloque *L'identité en jeux. Pouvoirs, identifications, mobilisations*, FNSP, CERI, Paris, 25-26 novembre.

RUIZ JIMENEZ, Antonia Maria (2007). "Los instrumentos de medida de las identidades en los estudios del CIS y el Eurobarómetro: Problemas de validez de la denominada escala Moreno", *Revista española de investigaciones sociológicas*, n°117, 161-182.

SCHEIDHAUER, Christophe (2007). "La convergence des politiques de promotion de l'enseignement du gallois, de l'irlandais et de l'alsacien: un cas d'européanisation", in : SUREL, Yves, PALIER, Bruno et al. *L'Europe en action. L'européanisation dans une perspective comparée*. Paris : L'Harmattan.

SIMOULIN, Vincent (2007)."La gouvernance territoriale : dynamiques discursives, stratégiques et organisationnelles" in PASQUIER, Romain, SIMOULIN, Vincent, WEISBEIN, Julien (dir.). *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories. Droit et société* n°44, L.G.D.J., Paris, 15-32.